

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GENERAL

E/CN.4/SR.193
26 mai 1950

ORIGINAL: FRANCAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA CENT QUATRE-VINGT-TREIZIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le lundi 15 mai 1950, à 14 heures 30.

SOMMAIRE

- Mesures de mise en oeuvre (E/1371, annexe III; E/CN.4/366, E/CN.4/366/Corr.1, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11) (suite) :
 - Projet de résolution présenté par l'Australie (E/CN.4/489, E/CN.4/492).
- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme (annexes I et II du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa cinquième session, document E/1371) (suite) :
 - Texte du préambule et de l'article 1; article 2 (E/CN.4/491, E/CN.4/365, E/CN.4/375, E/CN.4/380, E/CN.4/475, E/CN.4/486).

PRESENTS

<u>Présidente :</u>	Mme ROOSEVELT	Etats-Unis d'Amérique
<u>Membres :</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. TCHANG	Chine
	M. SØRENSEN	Danemark
	M. RAMADAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. THEODOROPoulos	} Grèce
	M. KYROU	
	Mme MEHTA	Inde
	M. MALIK	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	Mlle BOWIE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. ORIBE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Représentante d'une organisation non gouvernementale de la catégorie A :

Mlle SENDER	Confédération internationale des syndicats libres (CISL)
-------------	---

Représentants d'organisations non gouvernementales de la catégorie B :

Mme VERGARA	Union catholique internationale de service social
M. NOLDE	Comité des Eglises pour les affaires internationales
M. MOSKOWITZ	Conseil consultatif d'organisations juives
M. HALPERIN	Comité de coordination d'organisations juives
M. BEER	Ligue internationale des droits de l'homme
Mlle SCHAEFER	Union internationale des ligues féminines catholiques

Secrétariat :

M. SCHWELB	Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme
M. SCHACHTER	Département juridique
M. DAS	Secrétaire de la Commission

MESURES DE MISE EN OEUVRE (E/1371, annexe III; E/CN.4/366, E/CN.4/366/Corr.1, E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/353/Add.11) (suite)

Projet de résolution présenté par l'Australie (E/CN.4/489, E/CN.4/492)

1. La PRESIDENTE met en discussion le projet de résolution de l'Australie (E/CN.4/489) tendant à recommander au Conseil économique et social de soumettre à la Commission du droit international, pour examen et rapport, les propositions relatives à la création d'une cour internationale des droits de l'homme.
2. M. WHITLAM (Australie) déclare que, parmi les obligations que la Charte impose aux Membres des Nations Unies, figure l'obligation juridique de développer et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cela entraîne, comme corollaire inévitable, la reconnaissance de l'individu en tant que sujet du droit international.
3. Citant le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui proclame que, pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression, il est essentiel que ses droits soient protégés par un régime de droit, M. Whitlam déclare qu'en dernière analyse un régime de droit ne peut être autre chose qu'un système judiciaire.
4. La délégation de l'Australie ne prétend pas que la question de la création d'une cour internationale des droits de l'homme présente une extrême urgence, mais elle estime que les mesures de mise en oeuvre adoptées par la Commission, de caractère non judiciaire, ne manqueront pas de s'avérer insuffisantes. C'est pourquoi elle voudrait que soient envisagées dès à présent des mesures plus appropriées permettant à des organisations internationales et même à des individus de recourir à une juridiction internationale.
5. M. Whitlam, rappelle que, lorsque la délégation de l'Australie a présenté sa proposition en septembre 1946, celle-ci a été écartée pour des considérations d'ordre politique, malgré la sympathie qu'elle avait suscitée parmi les Membres de l'Assemblée. Depuis, des événements nouveaux se sont produits. En septembre 1949, l'Assemblée consultative européenne a rédigé une déclaration des droits de l'homme et a élaboré des propositions essentiellement identiques à celles que la Commission a examinées. Toutes ces activités indiquent la place grandissante qu'occupe dans l'esprit des hommes d'Etats et celui des juristes l'idée de réprimer les violations des droits de l'homme.

6. La délégation de l'Australie n'insiste pas sur les termes mêmes de son projet; elle voudrait simplement que la Commission du droit international soit invitée, conformément à l'article 17 de son statut, à étudier la question de la création d'une cour internationale des droits de l'homme.

7. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, déclare que sa délégation serait prête à examiner au cours de la prochaine session de la Commission la question soulevée par la délégation de l'Australie mais qu'elle est opposée à la proposition tendant à la renvoyer à la Commission du droit international. La Commission a décidé de créer un comité des droits de l'homme, de caractère non judiciaire, chargé d'examiner les plaintes concernant les violations du pacte. Il n'est donc guère nécessaire de demander à la Commission du droit international d'étudier le problème de la création d'une cour internationale des droits de l'homme avant que la Commission ne se soit prononcée sur la nécessité d'une telle cour. D'autre part, avant d'envisager la création d'une cour internationale des droits de l'homme, il conviendrait de laisser au Comité des droits de l'homme le délai nécessaire pour faire ses preuves.

8. M. CASSIN (France) déclare que la délégation française a toujours été d'avis que la solution définitive du problème de la mise en oeuvre du pacte ne saurait être obtenue sans la création d'une juridiction internationale compétente. Elle a donné son approbation à la création d'un Comité des droits de l'homme de caractère non judiciaire parce qu'elle a pensé que le moment n'était pas opportun pour la création d'une telle cour. Cela n'empêche toutefois pas d'envisager dès à présent les mesures ultérieures qu'il conviendrait de prendre et, à cette fin, de demander à la Commission du droit international d'examiner l'ensemble du problème de la mise en oeuvre. M. Cassin estime qu'on ne saurait limiter le champ d'études de la Commission du droit international au problème de la création d'une cour internationale des droits de l'homme, comme le voudrait la délégation de l'Australie; il y aurait lieu d'inviter cette Commission à examiner toutes les propositions, discussions et observations relatives au problème de la mise en oeuvre des droits de l'homme par voie de juridictions internationales de quelque nature qu'elles soient. A cette fin, le représentant de la France présente un amendement au projet de résolution de l'Australie (E/CN.4/492).

9. M. WHITLAM (Australie) accepte l'amendement du représentant de la France.

10. M. ORIBE (Uruguay) appuie le projet de résolution de l'Australie en même temps que le principe de l'amendement de la France; ces textes lui paraissent répondre à une nécessité dont la Commission a déjà pris conscience. En présence de nombreuses propositions qui n'ont pu être examinées faute de temps, les membres de la Commission ont été d'accord pour reconnaître que le projet de pacte en discussion et le Comité des droits de l'homme qui vient d'être institué ne constituaient que la première étape de ses travaux. En conséquence la Commission doit envisager dès à présent les mesures ultérieures et définitives à prendre en vue de la protection efficace des droits de l'homme. Or, à cette fin, le concours d'un organe aussi compétent que la Commission du droit international ne peut être que très utile.

11. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) estime qu'il est quelque peu prématuré de demander à la Commission du droit international d'examiner l'opportunité de créer une Cour internationale des droits de l'homme sans laisser au Comité des droits de l'homme qui vient d'être créé le temps de faire ses preuves. Cela laisserait entendre que la Commission n'a pas confiance dans le succès des méthodes qu'elle préconise. Il a été décidé que le Comité des droits de l'homme serait un organisme non judiciaire en attendant que soient précisés le nombre et la nature des cas dont il aura à connaître et le nombre d'avis juridiques qu'il devra solliciter de la Cour internationale de Justice. En conséquence, la délégation du Royaume-Uni ne saurait appuyer le projet de résolution de l'Australie.

12. M. THEODOROPoulos (Grèce) déclare que sa délégation est opposée au projet de résolution de l'Australie pour les raisons exposées par les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Il fait remarquer que les membres de la Commission qui ont voté pour la création du Comité des droits de l'homme ne sauraient voter pour le projet de résolution, car ils indiqueraient ainsi qu'ils estiment insuffisant a priori le système qu'ils ont institué. M. Théodoropoulos estime qu'il n'est nullement nécessaire de renvoyer la question de la mise en oeuvre du pacte à la Commission du droit international, car cette question pose des problèmes politiques plutôt que juridiques et ne peut être résolue que par un organe politique des Nations Unies. Rappelant le sort qui a été réservé au

projet de déclaration des droits et devoirs des Etats préparé par la Commission du droit international, le représentant de la Grèce déclare que celle-ci n'est pas l'organe approprié pour examiner l'opportunité de la création d'une cour internationale des droits de l'homme.

13. Mme MEHTA (Inde) appuie entièrement le principe du projet de résolution de l'Australie. Le Gouvernement de l'Inde a toujours été d'avis que la protection efficace des droits de l'homme exigeait la création d'une juridiction internationale compétente. Les mesures de mise en oeuvre que vient d'adopter la Commission ne constituent qu'une première étape dans le système de protection des droits de l'homme et ne sauraient être considérées comme suffisantes. Elles n'ont été adoptées qu'à titre expérimental et ne doivent pas empêcher d'examiner dès à présent le problème de l'opportunité de créer ultérieurement un système efficace et définitif pour la protection des droits de l'homme.

14. M. MALIK (Liban) déclare qu'il ne saurait appuyer, en dernière heure, un projet de résolution d'une portée aussi considérable que celui de l'Australie. La Commission n'a pas achevé ses travaux relatifs à la protection des droits de l'homme; elle a renvoyé à l'an prochain la question de l'inclusion dans le pacte d'articles relatifs aux droits économiques et sociaux; elle a reconnu la nécessité de prendre des mesures ultérieures en vue d'une protection plus efficace des droits de l'homme : il n'y a donc pas lieu de saisir la Commission du droit international d'une question qui fait essentiellement partie du mandat de la Commission des droits de l'homme. M. Malik propose donc que la Commission se contente de prendre note du problème soulevé dans le projet de résolution de l'Australie et qu'elle décide d'en renvoyer l'examen à l'une de ses sessions ultérieures.

15. M. WHITLAM (Australie) déclare que la Commission ne ferait aucun progrès si elle décidait chaque fois de renvoyer l'examen d'un problème délicat à une session ultérieure. Il indique que ce qui ne paraît pas urgent aujourd'hui peut le devenir demain. Le monde évolue très rapidement et la Commission a le devoir de prévoir des moyens de protection plus efficaces des droits de l'homme que ceux qu'elle a prévus jusqu'ici. Enfin, M. Whitlam déclare à nouveau que sa délégation accepte l'amendement de la France.

16. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, annonce que sa délégation est opposée à l'amendement de la France parce qu'il tend à confier à la Commission du droit international une tâche qui

entre essentiellement dans le mandat de la Commission des droits de l'homme.

17. M. TCHANG (Chine) estime que l'amendement de la France est rédigé en termes trop larges. Il ne convient guère, notamment, d'y faire référence à des propositions de caractère non officiel.

18. M. THEODOROPoulos (Grèce) demande que les mots "ou non officiels" fassent l'objet d'un vote séparé.

19. M. MALIK (Liban) trouve quelque peu étrange le procédé qui consisterait à inviter la Commission du droit international à examiner toute une série de propositions relatives aux droits de l'homme avant que la Commission des droits de l'homme ne les ait examinées elle-même. Les propositions non officielles, dont il est question dans l'amendement de la France, visent sans doute les propositions faites par les organisations non gouvernementales. Malgré toute la valeur de certaines de ces propositions, la Commission ne saurait les transmettre à la Commission du droit international avant de les avoir examinées. M. Malik est convaincu que la Commission risque d'encourir le blâme du Conseil économique et social si elle lui demande de recommander à la Commission du droit international d'entreprendre la tâche qu'on veut lui conférer. Cette tâche est d'ailleurs de caractère politique et, sans préjuger sa position concernant l'opportunité de la création d'une cour internationale des droits de l'homme, M. Malik déclare qu'il serait pour le moins prématuré de charger de cette tâche la Commission du droit international.

20. Mme MEHTA (Inde) précise que le projet de résolution n'invite pas la Commission du droit international à examiner l'aspect politique de la question, mais simplement les aspects juridiques et techniques du problème de la création d'une cour internationale.

21. M. CASSIN (France) estime que la Commission des droits de l'homme a un rôle de coordination à jouer. Elle doit utiliser les organes que l'Organisation des Nations Unies a mis à sa disposition; c'est pourquoi il n'est nullement hors de propos de demander son avis à la Commission du droit international sur le problème de la mise en oeuvre des droits de l'homme. Le représentant de la France rappelle que la Commission a décidé récemment de consulter l'Organisation internationale du Travail ainsi que l'UNESCO sur la question des droits économiques, sociaux et culturels. Il est donc parfaitement normal que la Commission consulte un organe juridique sur un problème de

caractère juridique. Les membres de la Commission n'ont pas de compétence particulière en ce domaine; ils doivent s'entourer des conseils de tous les organes qualifiés avant de préparer les décisions que prendront en dernier ressort le Conseil économique et social et l'Assemblée générale.

22. L'amendement de la France au projet de résolution de l'Australie ne fixe pas de limite de temps à la Commission du droit international et il prévoit que celle-ci pourra étudier les propositions officielles et non officielles relatives à la mise en oeuvre des droits de l'homme par une juridiction internationale; la Commission du droit international pourra aussi examiner les questions importantes posées par différentes organisations non gouvernementales.

23. La PRÉSIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, fait observer que la Commission du droit international est chargée d'une oeuvre de codification. Or la tâche qui lui serait confiée conformément au projet de résolution australien amendé par la délégation française n'entretrait pas dans sa compétence. La Présidente déclare qu'une certaine tendance se manifeste au sein de la Commission des droits de l'homme à confier à d'autres organismes une partie essentielle de l'oeuvre de la Commission : celle qui consiste dans l'adoption de décisions fondamentales.

24. M. SORENSEN (Danemark) souligne que sur la question qui fait l'objet du projet de résolution de l'Australie, à savoir la création d'une cour internationale des droits de l'homme, les membres de la Commission n'ont pu aboutir à un accord; il est évident que sur cette question même la Commission n'obtiendra pas de réponse satisfaisante de la Commission du droit international. C'est pourquoi le représentant du Danemark ne pourra pas voter pour le projet de résolution de l'Australie amendé par la France.

25. M. MENDEZ (Philippines) pense que la procédure appropriée consisterait à se prononcer d'abord sur la proposition de création d'une cour internationale des droits de l'homme avant de la soumettre à l'examen de la Commission du droit international.

26. M. ORIBE (Uruguay) estime qu'en consultant la Commission du droit international la Commission des droits de l'homme suivrait la procédure normale adoptée en pareil cas. Il rappelle qu'une question identique s'est posée en 1949 à la Conférence de Bogota.

27. M. WHITLAM (Australie) remercie les représentants de la France, de l'Uruguay et de l'Inde de l'appui qu'ils lui ont accordé. La Commission du droit international a été instituée pour examiner toutes les propositions de caractère juridique et les projets de convention. Cet organe possède donc toutes les qualifications requises pour répondre avec compétence à la question que lui poserait la Commission des droits de l'homme. M. Whitlam approuve le représentant de la France, qui a rappelé dans quelles conditions la Commission a récemment fait appel à l'assistance de l'Organisation internationale du Travail et de l'UNESCO. La Commission n'avait pas encore tranché les problèmes sur lesquels elle demandait leur opinion à ces deux organismes. Cet exemple justifie de façon remarquable le projet de résolution de l'Australie.

28. La PRESIDENTE demande au représentant de l'Uruguay si le Comité interaméricain de juristes, chargé de présenter son opinion par la Conférence de Bogota, n'a pas conclu qu'il était prématuré d'instituer une cour internationale des droits de l'homme.

29. M. ORIBE (Uruguay) répond par l'affirmative. Il souligne que le fait de recourir à un tel organe ne préjuge nullement la décision qui sera adoptée en définitive.

30. M. MALIK (Liban) estime que la comparaison qui a été faite entre la demande d'assistance adressée à deux ou trois institutions spécialisées par la Commission des droits de l'homme et la demande qui serait faite à la Commission du droit international est fallacieuse. Lorsque la Commission a demandé son avis à l'Organisation mondiale de la santé elle avait adopté auparavant un texte préliminaire, ce qui n'est pas le cas actuellement. Au sujet des droits économiques et sociaux à propos desquels la Commission a demandé leur opinion à l'UNESCO et à l'Organisation internationale du Travail, il convient de remarquer que, si des dispositions à insérer dans le projet de pacte relativement à ces droits n'ont pas encore fait l'objet d'un examen de la part de la Commission, ces droits sont néanmoins déjà énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

31. Le représentant du Liban se demande quel genre d'avis la Commission du droit international serait susceptible de communiquer à la Commission des droits de l'homme sur la question de la création d'une cour internationale des droits de l'homme.

32. La PRESIDENTE met aux voix la proposition tendant à ajouter les mots "ou non officielles" dans l'amendement français.

Par 4 voix contre 2, avec 9 abstentions, cette proposition est rejetée.

Par 8 voix contre 5, avec 2 abstentions, le projet de résolution de l'Australie, amendé par la France, est rejeté.

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (ANNEXES I ET II
DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME SUR SA CINQUIEME SESSION,
DOCUMENT E/1371) (suite)

Texte du préambule et de l'article premier soumis par le groupe de rédaction
(E/CN.4/491, E/CN.4/365, E/CN.4/375, E/CN.4/380, E/CN.4/475, E/CN.4/486)

33. La PRESIDENTE invite le Président du groupe de rédaction à présenter le nouveau texte combiné du préambule et de l'article premier.

34. M. CASSIN (France), Président du groupe de rédaction, déclare que, après avoir étudié les propositions présentées par toutes les délégations, le groupe de rédaction s'est mis d'accord unanimement sur un texte qui englobe le préambule et le texte initial de l'article premier.

35. M. NISCT (Belgique) déclare que les Etats non Membres des Nations Unies, qui ne sont pas liés par la Charte, hésiteront à adhérer à un pacte qui rappelle, dans le premier paragraphe de son préambule, les obligations imposées par ladite Charte.

36. M. VALENZUELA (Chili) estime que le problème soulevé par le représentant de la Belgique ne se posera pas. A cet égard, il rappelle la situation des Etats non Membres qui font partie des institutions spécialisées. Tout en n'étant pas liés par l'ensemble des dispositions de la Charte, ces Etats n'en ont pas moins été considérés comme ayant tacitement accepté les dispositions de l'Article 58 de la Charte en vertu duquel l'Organisation fait des recommandations en vue de coordonner le programme des activités des institutions spécialisées. De même, les Etats non Membres adhérant au pacte se lieront, ipso facto, aux dispositions de la Charte relatives aux droits de l'homme. C'est pourquoi le premier considérant du préambule prend soin de mentionner uniquement l'obligation imposée par la Charte de promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme.

37. M. CRIBE (Uruguay) fait remarquer que le premier considérant du préambule reproduit presque tous les termes de l'alinéa c de l'Article 55 de la Charte

Or l'Article 55 traite des obligations des Nations Unies en tant qu'Organisation. C'est l'Article 56 qui parle de l'obligation qu'ont les Etats Membres de contribuer à la réalisation des buts de l'Organisation. M. Oribe demande si les auteurs du préambule ont envisagé les obligations imposées par la Charte, tant à l'Organisation elle-même qu'aux Etats Membres pris individuellement.

38. M. CASSIN (France) déclare que le groupe de rédaction a indirectement résolu ce problème en remplaçant, dans le projet primitif de l'Australie qui a servi de texte de base, la formule "l'obligation que leur impose la Charte des Nations Unies" par la formule "l'obligation qu'impose la Charte des Nations Unies". Ce faisant, le groupe a voulu donner un caractère impersonnel à l'obligation en question.

39. M. ORIBE (Uruguay) constate que l'analogie entre le premier considérant du préambule et l'Article 55 de la Charte est une pure coïncidence et il se déclare satisfait des explications fournies par le Président du groupe de rédaction.

40. M. NISOT (Belgique) aimerait voir remplacer le mot "promouvoir" par le mot "favoriser" pour rendre le texte conforme à la terminologie employée par la Charte.

41. M. CASSIN (France) répond que le mot anglais "promote" est traduit, dans la Charte, tantôt par "favoriser" tantôt par "développer et encourager". Le groupe de rédaction a estimé que, dans ces conditions, rien ne l'empêchait d'adopter un troisième terme, celui de "promouvoir", qui est d'ailleurs la traduction exacte du mot "promote". Il rappelle en outre que le mot "promouvoir" figure dans un grand nombre de résolutions adoptées par l'Assemblée générale.

42. M. MENDEZ (Philippines) pense que le deuxième considérant du préambule est rédigé en termes qui manquent de vigueur. Il propose que ce considérant soit remplacé par le texte suivant :

"Ayant en vue la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'obligation des Etats Membres de promouvoir la réalisation de ces objectifs élevés."

43. M. MALIK (Liban) déclare que la référence à l'obligation qu'ont les Etats Membres de contribuer à la réalisation des objectifs de la Déclaration serait mieux à sa place dans une résolution votée par l'Assemblée générale, qui est composée de tous les Membres des Nations Unies, que dans le préambule du pacte, qui ne doit lier que les parties contractantes.

44. M. MENDEZ (Philippines), en insistant sur sa proposition, fait ressortir que le pacte constitue une étape plus avancée que la Déclaration.

45. M. THEODOROPoulos (Grèce), se référant aux objections soulevées par le représentant de la Belgique contre le premier considérant, propose la formule "considérant les dispositions de la Charte des Nations Unies, etc.."

46. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement des Etats-Unis tendant à ajouter à la suite des mots "La Charte des Nations Unies" les mots "aux Membres des Nations Unies".

Par 8 voix contre 5, avec 2 abstentions, cet amendement est rejeté.

47. M. CASSIN (France) explique qu'en votant contre cet amendement la délégation française n'a nullement entendu que les Etats liés par le Pacte soient ipso facto liés par la Charte.

48. M. MALIK (Liban) déclare qu'il a voté contre l'amendement des Etats-Unis parce que le premier considérant doit viser non seulement les obligations des Etats Membres mais aussi celles de l'Organisation en tant que telle.

49. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement des Philippines tendant à remplacer le deuxième considérant par le texte suivant :

"Ayant en vue la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'obligation des Membres de promouvoir la réalisation de ses objectifs élevés."

Par 10 voix contre 2, avec 5 abstentions, cet amendement est rejeté.

50. La PRESIDENTE met aux voix le texte initial du préambule et de l'article premier soumis par le groupe de rédaction (E/CN.4/491).

Par 14 voix contre zéro, avec 1 abstention, ce texte est adopté.

51. M. NISOT (Belgique) indique qu'il a voté pour le texte du groupe de rédaction en dépit de ses objections contre le premier considérant parce qu'il a tenu compte des explications fournies par le représentant de la France qui a déclaré que les obligations découlant du pacte ne se confondent pas avec celles découlant de la Charte.

Article 2

52. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, rappelle que sa délégation a proposé de modifier de la façon suivante la première phrase du paragraphe 1 de l'article 2 :

"Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à garantir à tous les individus se trouvant dans leur territoire et relevant de leur juridiction les droits définis dans le présent pacte."

53. L'objet de cet amendement est de préciser que le pacte n'est applicable qu'aux personnes se trouvant dans le territoire et relevant de la juridiction des parties contractantes. Sinon le pacte pourrait être interprété comme contraignant une partie contractante à adopter une législation visant des personnes se trouvant en dehors de son territoire bien que techniquement soumises à sa juridiction pour certaines questions. Il en serait ainsi par exemple dans les territoires occupés d'Allemagne, d'Autriche et du Japon car les personnes qui résident sur ces territoires sont soumises, à certains égards, à la juridiction des Puissances occupantes, mais se trouvent, en fait, en dehors de la compétence législative de ces Puissances.

54. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) rappelle que, d'après l'article 2 actuel, un Etat peut ratifier le pacte relatif aux droits de l'homme s'il s'engage à adopter, "dans un délai raisonnable" toutes les mesures législatives ou autres nécessaires pour donner effet aux droits définis dans le pacte, si ces mesures n'ont pas été adoptées antérieurement par l'Etat intéressé. La représentante du Royaume-Uni estime que la formule "dans un délai raisonnable" est trop vague et n'offre pas de garanties suffisantes. D'autre part, le représentant du Liban a présenté un amendement invitant les parties contractantes à adopter les mesures législatives appropriées dans un délai d'un an après la ratification du pacte. Cependant la représentante du Royaume-Uni ne croit pas qu'il soit opportun d'adopter une telle disposition.

55. Pour toutes ces raisons, la délégation du Royaume-Uni a proposé un amendement d'après lequel une partie contractante pourra faire une réserve en précisant que telle ou telle mesure législative n'est pas conforme aux dispositions du pacte ; la partie contractante s'engagera en même temps à adapter sa législation en la matière. Il s'agit donc de réserves particulières ; les réserves de caractère général sont interdites par l'amendement du Royaume-Uni.

56. M. NISOT (Belgique) demande si par "réserves de caractère général", la délégation du Royaume-Uni entend la clause coloniale ou la clause fédérale.

57. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) répond par la négative.

58. M. MALIK (Liban) déclare que sa délégation a présenté un amendement à l'article 2 (E/CN.4/360). D'après cet amendement, il conviendrait d'ajouter au paragraphe 1 de l'article 2 la clause de non-discrimination.

59. Au sujet de l'amendement du Liban au paragraphe 2, tendant à fixer un délai d'un an au cours duquel une partie contractante aura la possibilité d'adapter sa législation aux dispositions du pacte, le représentant du Liban comprend fort bien le souci de la délégation du Royaume-Uni de supprimer toute ambiguïté et d'assurer une complète harmonie entre la législation d'une partie contractante et les dispositions du pacte. Mais il reconnaît également la validité du point de vue qui, dans le passé, a incité la Commission à adopter le texte actuel contenant l'expression "dans un délai raisonnable". En effet, pour des raisons fort légitimes, constitutionnelles ou autres, il se peut qu'un Etat se trouve dans l'incapacité d'adopter en temps utile la législation appropriée. C'est pourquoi la délégation du Liban propose un compromis en fixant un délai d'un an. Cependant, si, dans ce délai, la législation d'une partie contractante n'a pas été adaptée, cet Etat devra faire connaître au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies les raisons pour lesquelles il n'a pas pu adopter les mesures appropriées.

60. M. CASSIN (France) déclare que sa délégation a présenté à l'article 2 un amendement tendant à diviser cet article en trois paragraphes. M. Cassin partage les vues du représentant du Liban ; il est essentiel non seulement qu'un Etat garantisse aux individus la jouissance des droits de l'homme, mais encore qu'il respecte également lui-même ces droits. Quant à l'amendement du Royaume-Uni, il présente l'avantage de la logique et de la loyauté. Ce serait là un système idéal, mais cet amendement serait démenti par les faits.

61. Le représentant de la France préfère la formule "délai raisonnable" à l'établissement du délai prévu dans l'amendement du Liban. Cependant le représentant de la France approuve la dernière disposition de cet amendement, d'après laquelle si, dans un délai raisonnable, un Etat n'a pas pu adapter sa législation aux dispositions du pacte, il devra en informer le Secrétaire général et lui exposer les raisons de cet état de choses.

62. Le représentant de la France rappelle en outre que sa délégation a proposé de remplacer au paragraphe 1 le mot "juridiction" par le mot "compétence"; le mot "compétence" est préférable car il s'applique à l'ensemble des personnes se trouvant sur le territoire du pays et il s'applique également à un ressortissant de ce pays se trouvant à l'étranger.

63. Au sujet du paragraphe 3 de l'amendement de la France, M. Cassin fait remarquer qu'il contient des dispositions moins rigides que le texte original. Il faut en effet tenir compte de la variété des systèmes de recours. Il existe dans certains pays un système de recours administratif qui fonctionne à la satisfaction de tous. C'est pourquoi il conviendrait de prévoir une disposition en ce sens.

64. M. SORENSEN (Danemark) fait observer que l'amendement du Liban semble indiquer que l'on ne peut pas séparer l'article 2 de l'article additionnel proposé par le Danemark, le Royaume-Uni et les Pays-Bas à la page 88 du document E/CN.4/365. Quant à lui, il est prêt à retirer cette proposition. Il ajoute que l'amendement du Royaume-Uni semble en général conforme à la procédure traditionnelle adoptée pour la ratification des conventions internationales. C'est pourquoi le représentant du Danemark se prononce en faveur de cet amendement.

65. Pour les mêmes raisons que celles exposées par la représentante du Royaume-Uni, M. Sorensen se prononce contre le délai d'un an prévu par l'amendement du Liban. Ce délai diminuerait la force obligatoire des traités internationaux. Il est de règle que, dès lors qu'une convention internationale est ratifiée par un Etat, les dispositions de cette convention entrent en vigueur immédiatement.

66. Au sujet de la clause de non-discrimination, le représentant du Danemark déclare que, sauf si la Commission décide de reconsidérer l'article 20, il est inutile de répéter une telle clause dans l'article 2. Il estime néanmoins qu'il serait préférable de l'insérer dans l'article 2, quitte à la supprimer dans l'article 20.

67. Le représentant du Danemark juge impossible d'approuver l'amendement de la France dans sa totalité; cependant, il appuie l'insertion du membre de phrase "les autorités politiques, administratives ou " car il pense que le recours administratif présente bien souvent autant de garanties que le recours judiciaire.

68. M. NISOT (Belgique) rappelle que la plupart des législations des pays démocratiques prévoient des dispositions semblables à celles qui sont énoncées dans le pacte; mais fréquemment ces dispositions n'ont pas été adoptées sous la forme sous laquelle elles se présentent dans ce pacte. Si la ratification du pacte

entraîne une refonte de l'ordre juridique d'un Etat, il faudra prévoir que la plupart des pays ne ratifieront pas le pacte avant un laps de temps considérable. Pour éviter ce risque, la délégation belge a fait une proposition contenue dans le document E/CN.4/475. Elle a également proposé un article visant la possibilité pour un Etat contractant de faire des réserves; cet article est contenu dans le document E/CN.4/486.

69. Mme MEHTA (Inde) estime qu'il conviendrait de maintenir la clause de non-discrimination dans les deux articles 2 et 20; en effet, ces deux articles ne traitent pas du même sujet : l'article 20 vise l'égalité devant la loi et l'égalité de protection de la loi; l'article 2 porte sur l'ensemble des droits définis dans le projet de pacte.

70. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, présente quelques observations sur les propositions du Royaume-Uni. A son avis, la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'article 2 ne devrait pas être supprimée, comme le propose le Royaume-Uni. Cette phrase est nécessaire, car elle précise que les obligations imposées par le pacte seront remplies par l'adoption de mesures, législatives ou autres, destinées à donner effet aux droits définis dans le présent pacte. Les Etats-Unis ne sont pas en mesure d'adopter les mesures nécessaires, législatives ou autres avant d'avoir ratifié le pacte. Dans une grande mesure, les droits énoncés dans le projet de pacte sont déjà accordés aux Etats-Unis. Toutefois, il n'est pas possible, pour le moment, de rendre la législation de ce pays absolument conforme aux dispositions du pacte, car ce travail peut nécessiter un temps considérable. Pour ce qui est des autres dispositions du pacte, la Cour suprême des Etats-Unis devra déterminer la mesure dans laquelle la législation nationale est insuffisante et ses avis ne pourront être obtenus avant la déposition d'un instrument de ratification.

71. Mme Roosevelt indique que, aux termes de la Constitution des Etats-Unis, si l'on n'adopte pas des dispositions analogues à celles de la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'article 2, le pacte deviendra la loi suprême du pays et devra être appliqué dans tous les tribunaux des Etats-Unis. Or, dans la plupart des pays, et notamment dans le Royaume-Uni, les tribunaux n'appliqueront pas les dispositions elles-mêmes du pacte, seuls les décrets législatifs destinés à mettre en oeuvre les dispositions du pacte seront applicables.

72. La représentante des Etats-Unis estime qu'il est facile d'inscrire dans le pacte une disposition selon laquelle c'est la loi fondée sur le pacte et non le pacte lui-même qui sera appliquée. Si les Etats-Unis et d'autres pays

entreprenaient d'appliquer le pacte lui-même et non la loi adoptée conformément à ce dernier, leurs tribunaux et leurs organes législatifs seraient absolument désorganisés.

73. Mme Roosevelt rappelle à ce sujet l'observation du Royaume-Uni, qui figure dans le document E/CN.4/365. La délégation des Etats-Unis tient à préciser que la procédure considérée comme normale dans le Royaume-Uni ne l'est certainement pas selon le droit international. Mme Roosevelt rappelle à ce sujet qu'en 1948 le Comité de rédaction de la Commission des droits de l'homme a posé cette question au Département juridique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies qui a répondu que, même s'il est nécessaire d'apporter des modifications à la législation nationale, elles ne doivent pas forcément précéder la ratification ou l'adhésion, à moins que le traité lui-même n'en dispose autrement. Le Département juridique a ajouté que selon le droit international, un Etat peut fort bien contracter une obligation internationale et prendre ensuite les mesures législatives nécessaires afin de remplir ses obligations. Dans plusieurs cas, la Cour internationale de Justice elle-même s'est inspirée de ces principes.

74. Mme Roosevelt signale qu'à plusieurs reprises les Etats-Unis ont promulgué les lois après avoir déposé un instrument de ratification. Cette procédure a instamment été appliquée dans plusieurs cas où les Etats-Unis et le Royaume-Uni étaient tous deux parties au traité.

75. Il est probable que, dans l'hypothèse, les organes compétents du Gouvernement des Etats-Unis recommanderont sans délai la promulgation de la législation nécessaire pour rendre la législation nationale conforme aux obligations contractées par l'adhésion au pacte.

76. Pour ces raisons, la délégation des Etats-Unis estime que la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'article 2 devrait être maintenue.

77. Pour ce qui est des propositions de la France qui figurent dans le document E/CN.4/365, Mme Roosevelt juge inutile d'insérer les mots "respecter et" entre les mots "s'engagent" et "à garantir", à la première ligne du premier paragraphe. Elle estime en effet que, si un Etat garantit tous les droits et les obligations définis dans le pacte, il doit également respecter ces droits et ces obligations.

78. En revanche, elle accepte de remplacer le mot "jurisdiction" par le mot "compétences" dans le texte français. Toutefois, elle déclare que le mot "jurisdiction" est celui qui convient dans le texte anglais. La délégation des Etats-Unis tient surtout à maintenir les mots "à tous les individus se trouvant dans leur territoire et relevant de leur juridiction". En ce qui concerne la

deuxième phrase du paragraphe 1, Mme Roosevelt accepte d'en faire un paragraphe distinct, comme le propose la France.

79. La délégation des Etats-Unis ne peut accepter la proposition de la France tendant à supprimer les mots "si les mesures législatives ou autres qui sont déjà en vigueur ne le prévoient pas". Ce membre de phrase est nécessaire dans le texte anglais, qu'il rend plus clair. En effet, si les mesures législatives ou autres ont déjà été promulguées, il n'est nullement nécessaire de les promulguer à nouveau. En revanche, si l'on n'insère pas cette disposition, il peut en résulter un malentendu nécessitant la promulgation d'une législation déjà adoptée, ce qui serait infiniment regrettable.

80. Quant à la proposition du Liban tendant à insérer une clause de non-discrimination dans le paragraphe 1 de l'article 2, la délégation des Etats-Unis la juge peu souhaitable, puisque la Commission a déjà inscrit cette clause dans l'article 20. Si l'on décide d'améliorer les dispositions de l'article 20, les modifications envisagées devront être apportées à cet article et non à l'article 2.

81. D'autre part, Mme Roosevelt juge peu souhaitable d'insérer les mots "d'un an" dans le paragraphe 2. Il n'est nullement nécessaire de prévoir un délai précis d'un an pour donner effet aux droits reconnus dans le pacte. Un texte plus général semble préférable, en raison de la difficulté de prévoir à l'avance la période de temps nécessaire pour donner effet aux dispositions du pacte.

82. Pour ce qui est du nouvel alinéa proposé par le Liban, la délégation des Etats-Unis pense que cette disposition encouragera les pays à ne pas prendre les mesures prévues pour donner effet aux droits reconnus dans le pacte.

83. Cette disposition est analogue aux autres dispositions tendant à permettre à tout Etat de formuler des réserves. La délégation des Etats-Unis s'élève contre ces dispositions, car elle estime que rien dans le pacte ne devrait inviter les pays à ne pas donner effet à ses dispositions.

84. M. MALIK (Liban) explique qu'il a voulu éviter une formule trop large. Il estime qu'un délai d'un an est très raisonnable. Au cas où les parties contractantes n'auraient pas pu prendre les mesures prévues dans l'article 2 au cours de ce délai, elles en notifieraient le Secrétaire général des Nations Unies en en fournissant les raisons. Cette disposition constitue un compromis entre la proposition du Royaume-Uni et le texte initial.

85. Pour ce qui est de répéter la clause de non-discrimination de l'article 20, la délégation du Liban appuie les arguments soutenus par la représentante de l'Inde. Elle estime en effet que les articles 20 et 2 ne sont pas comparables. L'article 20 prévoit l'égalité de tous devant la loi, tandis que l'article 2 garantit à tous la jouissance des droits définis dans le pacte, ce qui constitue une notion plus élevée.

86. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) est d'avis que le texte initial semble le meilleur. Il appuie ce texte, sous réserve de quelques modifications.

87. Il accepte les amendements de la France, qu'il considère comme des modifications de forme. En revanche, il lui semble difficile d'appuyer l'amendement des Etats-Unis tendant à ajouter, au paragraphe 1, les mots "se trouvant dans leur territoire et", avant le mot "relévant". Il estime en effet qu'il existe une différence entre les individus résidant dans un territoire et ceux qui relèvent de la juridiction d'un Etat.

88. M. Jevremovic appuie sans réserve la proposition du Liban tendant à insérer une clause de non-discrimination dans l'article 2. Bien que l'article 20 contienne déjà cette disposition, il est indispensable de l'inscrire à nouveau dans l'article 2, afin de ne laisser aucun doute sur la portée de cet article.

89. La délégation de la Yougoslavie s'oppose vivement à l'amendement du Royaume-Uni qui constitue, à son avis, une déclaration solennelle. De nombreuses déclarations solennelles signées récemment n'ont pas été appliquées. L'histoire de la deuxième guerre mondiale a amplement démontré qu'il est insuffisant de signer des déclarations de ce genre.

90. Quant au délai d'un an que propose la délégation du Liban, M. Jevremovic préférait accorder aux parties contractantes un délai raisonnable pour donner effet aux droits reconnus dans le pacte.

91. M. KYRIOU (Grèce) appuie sans réserve les amendements des Etats-Unis. D'autre part, il préfère le texte français de l'article 2 dans son ensemble, qu'il juge plus clair.

92. Enfin, la délégation de la Grèce estime, elle aussi, qu'il est préférable de maintenir le membre de phrase: "si les mesures, législatives ou autres, qui sont déjà en vigueur, ne le prévoient pas", dans la deuxième phrase du premier paragraphe.

93. M. SØRENSEN (Danemark) cite le premier paragraphe de l'article 20 qui, à son avis, s'applique à toutes les dispositions du pacte. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a voté pour l'adoption de cet article. Toutefois, il ne votera pas contre l'addition de la clause de non-discrimination dans l'article 2.

94. En ce qui concerne les délais accordés aux parties pour donner effet aux droits reconnus dans le pacte, M. Sørensen déclare que son Gouvernement s'efforcera de prendre les mesures nécessaires aussi vite que possible. Il serait disposé à accepter la proposition du Liban.

95. Quant à la disposition relative aux réserves, la délégation du Danemark estime que certaines réserves existent en fait. Si on n'ajoute pas à l'article 2 une disposition permettant de formuler des réserves, beaucoup d'Etats ne pourront pas adhérer au pacte.

96. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, estime qu'il est absolument inutile de répéter dans l'article 2 la clause de non-discrimination qui figure déjà dans l'article 20. Elle appelle l'attention de la Commission sur le sens de l'expression "protection légale de la loi" qui figure au premier paragraphe de l'article 20. Le rappel du mot "loi" dans ce paragraphe ne veut pas dire que l'article 20 ne s'applique pas au pacte tout entier. Toutefois, la délégation des Etats-Unis accepterait d'étudier cette question à nouveau lors de l'examen du pacte en seconde lecture.

97. M. CASSIN (France) résume la position de sa délégation. Pour ce qui est du premier paragraphe, il appuie la proposition du Liban à condition d'y remplacer le mot "juridiction" par le mot "compétence". D'autre part, il appelle l'attention de la Commission sur la proposition des Etats-Unis tendant à ajouter les mots "se trouvant dans leur territoire et", avant le mot "relevant". Il estime que la conjonction "et" devrait être remplacée par la conjonction "ou", sinon beaucoup d'Etats perdraient la juridiction qu'ils possèdent sur leurs ressortissants étrangers.

98. La délégation française se prononce en faveur de l'inscription de la clause de non-discrimination dans l'article 2. Elle pense en effet qu'il existe une grande différence entre l'égalité de droits et l'absence de discrimination.

99. En ce qui concerne le paragraphe 2, M. Cassin pourrait accepter de supprimer les mots "si les mesures, législatives ou autres, qui sont déjà en vigueur ne le prévoient pas", en raison du nouveau paragraphe 3 que la délégation libanaise propose d'ajouter sur la question des recours.

100. Mme MEHTA (Inde) tient à préciser la position de sa délégation. Il est absolument nécessaire, à son avis, d'insérer la clause de non-discrimination à la fois dans l'article 2 et dans l'article 20.

101. Il est possible que certains pays n'aient pas de législation sociale ou économique conforme à l'article 20. Ces pays trouveraient sans doute difficile d'appliquer les dispositions de cet article relatives à la non-discrimination. C'est pourquoi il est absolument nécessaire d'ajouter la clause de non-discrimination dans l'article 2 qui vise tous les droits définis dans le pacte.

102. M. ORIBE (Uruguay) aimerait présenter certaines observations sur le problème fondamental posé par la proposition du Royaume-Uni. La délégation du Royaume-Uni a déclaré que, lorsque un Etat assume des obligations internationales, il n'adhère à l'instrument qui les prescrit qu'après avoir pris les mesures d'ordre constitutionnel nécessaires à son exécution ou en même temps qu'il prend ces mesures (E/CN.4/365, page 18). M. Oribe pense, pour sa part, que la procédure normale est toute différente. En effet, selon le droit international, les Etats signataires d'un instrument international peuvent prendre les mesures nécessaires à son exécution après avoir adhéré à cet instrument.

D'autre part, M. Oribe se demande comment les Etats pourront modifier leur législation nationale pour la rendre conforme aux dispositions du pacte avant d'avoir ratifié ce dernier. Il semble encore plus difficile d'entreprendre la mise en oeuvre de dispositions auxquelles on n'a pas encore adhéré. Il est donc préférable de s'en tenir à la procédure normale.

103. M. NISOT (Belgique) déclare que la clause de non-discrimination qui figure à l'article 20 a été soigneusement rédigée et ne consacre pas l'égalité de fait, ce qui n'est pas nécessaire. En revanche, l'addition de cette clause dans l'article 2 peut constituer une consécration de l'égalité de fait. Pour cette raison, M. Nisot recommande à la Commission d'agir avec une extrême prudence.

104. La PRESIDENTE, en réponse à la déclaration de la représentante de l'Inde, rappelle que le paragraphe 1 de l'article 20 dispose ce qui suit : "Tous sont égaux devant la loi et se verront accorder l'égal protection de la loi". Or l'article 2 prescrit que les hautes parties prendront toutes mesures, législatives ou autres, pour donner effet aux droits définis dans le pacte. Par conséquent, la notion d'égalité devant la loi s'applique au pacte tout entier.

105. M. MALIK (Liban) estime que le représentant de la Belgique a soulevé un point très important. Quant à l'avis de la délégation des Etats-Unis, s'il ne s'agissait que d'une simple répétition, elle pourrait se contenter de s'abstenir dans le vote.

106. Au contraire, si l'addition de la clause de non-discrimination dans l'article 2 ne fait pas double emploi, il faudrait connaître les raisons pour lesquelles les délégations qui l'ont votée dans l'article 20 ne la voteront pas dans l'article 2. M. Malik souligne à ce sujet que personne n'a proposé la suppression de la première partie du paragraphe 1. Les délégations qui se sont prononcées contre l'addition de la clause de non-discrimination dans l'article 2 devraient, pour rester logiques, proposer de supprimer le reste du paragraphe 1. Or, si on accepte la première partie du paragraphe 1 de l'article 2, il faut également adopter la deuxième partie.

107. M. Malik estime, comme le représentant de la Belgique, qu'une distinction doit être faite entre les articles 20 et 2. Il a néanmoins tiré de cette constatation des conclusions différentes de celles du représentant de la

Belgique, ce qui constitue nettement une divergence de vues. Toutefois, M. Malik est reconnaissant à M. Nisot d'avoir souligné qu'il existe une différence entre ces deux articles.

108. La PRESIDENTE indique que s'il existe une différence entre ces deux articles elle votera contre l'article 2. En revanche, si l'article 2 ne fait que répéter les dispositions de l'article 20, elle proposera de le supprimer.

La séance est levée à 18 heures 40.